

16 JUL. 2025

DDTM des Bouches du Rhône
16 rue Antoine ZATTARA
Bureau A.D.S
13330 MARSEILLE CEDEX 03

Dossier suivi par :
Céline COURTHIAL
Direction de l'Exploitation Sud
Pôle Protection du Cycle de l'Eau
DGD Gestion Transition Environnementale
Eau, Culture et Sport
Tél : 06 13 47 32 21
Adresse mail : pluvial.urba@ampmetropole.fr
Nos réf : PPCE/STER1-S3133000/2025-06-64371

Objet : Avis sur dossier n° PC 13055 25 00130 - EUROMEDITERRANEE

Madame, Monsieur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous l'avis du Pôle Protection du Cycle de l'Eau pour le dossier cité en objet, portant sur le volet gestion des eaux pluviales. L'avis sur le risque inondation n'est pas instruit par le Pôle Protection du Cycle de l'Eau.

Numéro du Dossier : PC 13055 25 00130

Date de dépôt : 28/02/2025

Date de réception par le Pôle : 28/05/2025

Parcelle et adresse des travaux : 813 B0002-0016-0018-0036-0037-0062-0065-0066-0067-0068-0069-0070-0071-0081-0082-0083-0084 / rue Edouard Crémieux 13003 Marseille

AVIS DU SERVICE : FAVORABLE AVEC RESERVES

La présente demande de permis de construire a pour objet la construction d'une piscine municipale couverte.

La parcelle est référencée section sUeE2 et UV3 au PLUi du Territoire Marseille-Provence.

Motivation de l'avis et observations :

Il y a un réseau unitaire public sur la parcelle d'un diamètre entre 400 mm et 1500 mm. Conformément au règlement du Système Pluvial Urbain Métropolitain, une servitude d'une largeur de 4 m, incompressible, doit être respectée sur toute la longueur de cet ouvrage. La surface au sol de la servitude pourra être désaxée par rapport à l'ouvrage en respectant une distance minimale de 1,5 m entre l'axe de l'ouvrage et le bord de la servitude. Le terrain naturel ne devra pas subir de modification altimétrique. Aucune construction impliquant la réalisation de fondations ou mise en place d'arbres en pleine terre ne devra se situer dans l'emprise de cette servitude. La Métropole et son délégataire, le cas échéant, déclineront toute responsabilité dans l'hypothèse où la nécessité d'une intervention les conduirait à endommager les aménagements de surface qui auraient été réalisés dans l'emprise de cette servitude.

En fonction de la particularité du projet et suite à la demande et aux engagements spécifiques pris par le pétitionnaire, une dérogation exceptionnelle a été accordée concernant les règles de la servitude relatives au réseau unitaire public.

Le projet prévoit la gestion des eaux pluviales par un système mixte comprenant une noue d'infiltration d'un volume utile de 3 m³ au niveau de la partie solarium et un bassin de

rétenction d'un volume utile de 86 m³ situé sous à proximité de enclos technique, pour un volume utile total de 89 m³ pour une surface active de 1 755 m². Le bassin de rétenction a un débit de fuite de 5L/s dans le réseau unitaire existant au sud de la parcelle.

Les pièces de cette demande d'urbanisme ne contiennent aucune étude de sol démontrant la perméabilité du terrain ni que le volume de rétenction des eaux pluviales sera de nouveau disponible 48h maximum après chaque évènement pluvieux. Celle-ci devra être réalisée avant le début des travaux et présentée au service compétent afin de valider le système de gestion des eaux pluviales.

Toute future modification de la surface imperméabilisée ou active ou de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales, tant dans son dimensionnement que dans son mode de fonctionnement, devra faire l'objet d'une demande de permis de construire modificatif.

L'évacuation des eaux de filtration de la piscine doit se faire dans le réseau d'assainissement des eaux usées et les eaux de vidange du bassin doivent se rejeter dans le réseau pluvial.

L'ouvrage de gestion des eaux pluviales doit récupérer l'ensemble des eaux de pluie tombant sur la construction, balcons et terrasses compris, ainsi que sur les voiries. La gestion des eaux de pluie, canalisation et régulation, doit être assurée même en phase travaux.

Le pétitionnaire est tenu d'assurer l'étanchéité et la stabilité de ses constructions vis-à-vis des précipitations, des écoulements d'eau de surface, des niveaux d'eau et des écoulements d'eau souterrains (les nappes phréatiques et leurs écoulements, y compris pour un niveau de remplissage exceptionnel, les réserves utiles des sols, et l'infiltration des eaux provenant de la surface). Un traitement qualitatif (décanteur de particules, piège à macros-déchets couplé à un ouvrage de décantation...) devra également être mis en œuvre avant tout rejet vers un exutoire de surface. Ce traitement sera adapté à la pollution susceptible d'être collectée sur les surfaces raccordées (en fonction notamment de leur affectation).

Pour obtenir la conformité de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales, la Division Travaux Exploitation Réseaux du Pôle Protection du Cycle de l'Eau, devra être informée par courrier ou messagerie électronique, à minima 15 jours ouvrés avant le début de l'intervention. Les demandes seront à adresser à : Pôle Protection du Cycle de l'Eau, Métropole Aix Marseille Provence BP 48014 – 13567 MARSEILLE CEDEX 02 – Mail : pluvial.urba@ampmetropole.fr.

Les rejets des eaux 'exhaures en caniveau, dans le réseau d'assainissement collectif séparatif ou unitaire sont interdits. Ces eaux doivent être infiltrées directement sur la parcelle.

A titre dérogatoire, une autorisation exceptionnelle de rejet des eaux d'exhaure dans un réseau pourra être accordée, uniquement durant la phase chantier par l'exploitant dudit réseau. Le débit sera limité à 5 L/s/ha (18 m³/h/ha). Cette autorisation pourra être accordée, si et seulement si, la qualité des eaux d'exhaures en question, le cas échéant après traitement, est compatible avec le Règlement du Système Pluvial Urbain Métropolitain (qui pourra être communiqué par voie électronique). Le pétitionnaire devra réaliser une première analyse de la teneur de l'ensemble des polluants listés dans ce règlement, dans les eaux d'exhaures (il est à noter que pour un rejet aboutissant à une station d'épuration, l'exploitant pourra accorder une dérogation pour les paramètres MES (Matières En Suspension), DCO (Demande Chimique en Oxygène) et DBO5 (Demande Biologique en Oxygène à 5 jours). Un suivi de la concentration, dans les eaux d'exhaures, des polluants repérés lors de la première analyse, des polluants présents sur le chantier, et des paramètres MES, DCO et hydrocarbures sera réalisé pendant toute la durée de l'intervention. Le rejet des exhaures devra être interrompu à la moindre pluie. **préfectural de ce jour. Marseille le**

16 JUIL. 2025

Une convention de rejet devra être préalablement conclue avec l'exploitant du réseau. Cette convention précisera notamment la durée de l'autorisation de rejet, le point de rejet (ou les points de rejet), les paramètres qui devront faire l'objet d'un suivi (avec la fréquence d'analyse pour chaque paramètre), les modalités de contrôle de l'exploitant.

A noter que le rabattement temporaire ou permanent d'une nappe relève d'une installation, ouvrage, travaux et activité (IOTA) soumis à déclaration ou autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement. Cela relève, a minima, d'une déclaration visant la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature figurant à l'article R. 214-1 du même code, et éventuellement d'autres rubriques ou d'une autorisation environnementale, selon les volumes prélevés et la quantité ou la qualité des eaux rejetées. L'autorisation est à déposer auprès de la DDTM.

Les travaux de raccordement des ouvrages pluviaux seront réalisés par une entreprise mandatée par le pétitionnaire. Ils devront être exécutés dans le respect des dispositions du Règlement du Système Pluvial Urbain Métropolitain (communicable sur demande par courriel), et des dispositions du Règlement Métropolitain de Voirie.

L'Agence Métier Travaux du Service d'Assainissement Marseille Métropole (SERAMM) devra être informée par courrier, a minima 15 jours ouvrés avant le début de l'intervention. Les demandes relatives aux branchements pluviaux doivent être formulées à l'adresse suivante : SERAMM, Agence Métier Travaux, Parc des Aygalades, 35 boulevard Capitaine Gèze, 13014 MARSEILLE, chantiers@seram-metropole.fr.

Il appartiendra également au pétitionnaire de demander les différentes autorisations nécessaires pour ses travaux de branchement pluvial (arrêté de voirie et arrêté de circulation notamment).

Les branchements pluviaux restent des ouvrages privés jusqu'au réseau public. Leur entretien et leur exploitation incombent au propriétaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Sophie BARDE



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral de ce jour. Marseille le :

16 JUL. 2025

